

La lettre d'Oxfam-Québec



Un bulletin d'information publié par le bureau d'Oxfam-Québec en Haïti

Numéro 7 : Février 2011



Une femme préparant des galettes de manioc appelées en Haïti « cassaves de manioc »

Sommaire

EDITO

- 2 **Haïti, Oxfam-Québec, cap vers la reconstruction**
par Philippe Mathieu

ACTUALITÉS DU MOIS

- 3 **Voler au secours des démunis, Oxfam-Québec emboîte le pas**
par Widlyn Dornevil
- 5 **De l'eau aux plantations de Chaliér**
par Widlyn Dornevil
- 7 **Oxfam-Québec sur le terrain : La priorité est toujours accordée à un développement durable**
par Pierre Vallée, Collaborateur du Devoir

A LA DÉCOUVERTE DE NOS PROJETS

- 9 **Vers le marché de l'emploi et de la reconstruction**
par Widlyn Dornevil
- 11 **La mairie de Delmas salue le soutien d'Oxfam-Québec dans la gestion des déchets de la commune**
par Widlyn Dornevil

DES ACTIONS QUI CHANGENT

- 12 **Entre la gestion des déchets solides et ménagers et les révoltes populaires, un grand dilemme s'impose**
par Philippe Saint-Croix
- 14 **Vers l'autonomisation financière des familles victimes du 12 janvier**
par Widlyn Dornevil

La lettre d'Oxfam-Québec
4, rue Janvier, Delmas 60

Une publication du bureau
d'Oxfam-Québec en Haïti

Conception et rédaction

Widlyn Dornevil

Ont collaboré à ce numéro :

Philippe Mathieu
Philippe Saint-Croix
Pierre Mathieu

Chère lectrice,
Cher lecteur,

Le séisme du 12 janvier a dévoilé l'humanitaire comme un domaine d'expertise de la famille Oxfam en Haïti, particulièrement d'Oxfam-Québec ; dans le numéro précédent, des articles et dossiers ont été publiés pour décrire l'efficacité de l'action humanitaire de cette organisation. Toutefois, il ne faut surtout pas oublier qu'Oxfam-Québec est une organisation de développement et son personnel affecté aux grands projets de développement un peu partout à travers le pays n'a pas chômé après le 12 janvier. D'ailleurs, même l'intervention humanitaire d'Oxfam-Québec avait cette visée sur le développement durable, des projets comme la distribution des filtres pour le traitement à domicile de l'eau, la construction de maisons pour les familles des déplacés, des projets de reconstruction des moyens de vie (appui aux agriculteurs pour l'amélioration de l'agriculture, création de microentreprises d'élevage de poules pondeuses dans les sites de relocalisation à Léogâne) témoignent de ce souci pour Oxfam-Québec d'accompagner les Haïtiennes et les Haïtiens à développer et construire ensemble leur pays.



Aujourd'hui, Oxfam-Québec croit qu'il faut remettre le cap sur les projets de la reconstruction visant l'amélioration des conditions de vie durable de l'ensemble de la population haïtienne, parmi elle les victimes du séisme. Des investissements dans des projets visant la réhabilitation structurelle et durable, de l'agriculture, la décentralisation économique, l'amélioration de l'accès aux services de base comme l'eau potable, l'assainissement, le renforcement des services publics devront prendre la priorité. C'est dans cette perspective qu'Oxfam-Québec, ainsi que toutes les autres affiliées de la famille Oxfam, s'aligne dans la stratégie visant à appuyer la reconstruction qui s'inscrit dans les grands axes du plan d'action pour le relèvement et la reconstruction du gouvernement haïtien.

Oxfam-Québec reste convaincue qu'on ne peut reconstruire Haïti sans décentraliser les services de base, sans rendre accessibles les services de base sans former les jeunes, sans renforcer les institutions. Tout cela rentre dans le cadre des trois axes prioritaires des actions qu'elle entreprendra pour appuyer ce processus de reconstruction sur de nouvelles bases (*Rebatl Lavi sou lot fondasyon*) qui sont :

- Accès aux services de base et développement des communautés;
- Appui aux moyens de subsistance;
- Gouvernance, reddition de comptes et soutien au processus de décentralisation.

Il faudra donc que toutes les Haïtiennes et tous les Haïtiens regardent dans une même direction et construisent ensemble leur pays. Le tout dans l'intérêt collectif. C'est à côté de ces millions d'Haïtiennes et d'Haïtiens pleins de rêves et ayant soif d'un changement profond, qu'Oxfam-Québec s'engage à rebâtir la vie sur de nouvelles fondations. L'intérêt commun et la solidarité étant à la base de cette mission visant à rebâtir Haïti.

Philippe Mathieu
Directeur Pays,
Oxfam-Québec, Haïti



Voler au secours des démunis, Oxfam-Québec emboîte le pas

Les enfants du centre CHRIFED (Collectif Haïtien de Recherche et d'Intervention en faveur des Enfants Démunis) au cours d'une activité récréative

Au lendemain du séisme, la situation des orphelins, enfants et jeunes nécessiteux s'est révélée désastreuse. Oxfam-Québec, dans le cadre de son programme d'appui aux personnes vulnérables, a répondu à certains besoins de deux orphelinats et trois centres d'accueil grâce à divers projets de réhabilitation d'infrastructure, d'appui à la scolarisation et d'appui psychosocial.

Des milliers d'enfants et de jeunes vulnérables, parmi eux des orphelins, en Haïti ne cessent de vaciller sous l'impact du séisme du 12 janvier. Selon l'UNICEF (Fond des Nations unies pour l'enfance), au moins 2 000 enfants haïtiens ont fait l'année dernière l'objet d'un trafic vers la République Dominicaine, accru par l'appauvrissement des familles ; sans compter les milliers autres hébergés dans les rues ou dans les camps de fortune partout à Port-au-Prince et dans les autres villes touchées par le tremblement de terre.

Comme dans toutes les situations de crise, Oxfam-Québec croit que les personnes vulnérables victimes des crises humanitaires, comme celle du 12 janvier 2010, ont droit à la protection et à l'assistance nécessaires. « La situation des enfants et jeunes démunis, comme celle de tous les groupes vulnérables est préoccupante pour nous à Oxfam-Québec », estime Louise

Desjardins, cheffe des opérations humanitaires chez Oxfam-Québec.

La réponse d'Oxfam-Québec à cette situation a permis à près d'un millier de jeunes et d'enfants vulnérables, parmi eux des orphelins, d'avoir accès à des espaces de récréation et des activités psychosociales.

« Les centres d'accueil ou orphelinats ont reçu des appuis spécifiques liés à leurs besoins », poursuit-elle.

« Il y a des centres d'accueil qui ont bénéficié d'aménagement, de financement de la scolarisation des enfants alors que pour d'autres on a répondu aux besoins de construction d'abris pour la reprise des activités des cours », informe Chantale Valcourt, agente de suivi du programme d'appui aux personnes vulnérables à Oxfam-Québec.

Dans ce cadre, Oxfam-Québec a permis :

- l'aménagement et le renforcement du Centre d'œuvre Patriotique du Bon Samaritain et la scolarisation des enfants et le paiement des frais de scolarisation de 34 enfants de ce centre ;
- la réhabilitation du centre d'accueil Timoun se Resous Nou (TRN) ; la construction d'abris pour dispenser les activités du centre CHRIFED (Collectif Haïtien de Recherche et d'Intervention en faveur des Enfants Démunis) ;
- la construction d'un hangar et l'achat des équipements de travail pour la Fondation Carmy Care pour les Enfants Démunis ;
- La construction d'un hangar et l'achat des équipements

Suite à la page 4

Voler au secours des démunis, ... (suite de la page 3)

- de travail pour l'orphelinat International Helping Hearts.

« Les enfants sont hébergés dans un espace soigné avec de nouveaux lits et des matériels ménagers. Les centres d'accueil sont réhabilités avec de nouvelles constructions, de nouveaux matériels qui viennent renforcer leur infrastructure », conclut Chantale Valcourt.

Les interventions d'Oxfam-Québec dans ces centres d'accueil et orphelinats couvrent, à part la scolarisation des enfants, l'appui psychosocial et la construction des abris, également les domaines de l'eau, de l'assainissement et l'hygiène. Quatre latrines sont déjà construites au centre CHRIFED et d'autres le seront à Kenscoff à l'orphelinat International Helping Hearts.

« La construction des quatre latrines à CHRIFED avait joué un rôle important dans la protection de la santé des enfants surtout dans ce contexte de lutte contre le choléra », fait remarquer Belle Lune Pierre Marc, directeur de ce centre. « Le centre ne possédait qu'une petite latrine en très mauvais état. Les enfants qui fréquentent le centre n'avaient pas envie de l'utiliser. Les nouvelles latrines sont propres et respectent les normes hygiéniques, elles aident les enfants à mettre en pratique les méthodes théoriques sur une bonne hygiène ».

Monsieur Pierre Marc a attiré l'attention sur les changements qui ont amélioré l'environnement du centre au cours des trois derniers mois. Il reconnaît cependant que la construction des abris pour dispenser les activités en faveur des démunis qui fréquentent le centre n'est qu'un aspect de sa vision visant à créer un environnement éducatif qui réponde aux besoins de ces jeunes, et notamment des plus vulnérables. « Nous avons besoin en plus de construire un cadre de vie idéal pour ces jeunes. On veut construire des espaces de jeux, donner des repas chauds aux enfants chaque jour et j'insiste sur la deuxième partie de cette phrase car c'est un besoin prioritaire pour les enfants et jeunes qu'on reçoit ».

Au cours d'une visite d'évaluation de ce projet le 7 février dernier,

Oxfam-Québec a remarqué la réussite de ce partenariat et, en tant qu'organisation œuvrant pour la construction d'un monde plus juste où le respect des droits des plus vulnérables comme des autres groupes sociaux soient respectés, a souhaité que des programmes d'appui à long terme soient développées au profit des orphelins et jeunes nécessiteux d'Haïti.

« Nous sommes venus vous remercier et saluer l'appui concret que vous donnez aux enfants orphelins et nécessiteux de ce pays. Nous sommes conscients des difficultés que vous rencontrez dans l'accomplissement de votre noble travail et des besoins énormes qu'il exige », affirme Louise Desjardins.

« Nous espérons que ce partenariat soit un signe d'encouragement à continuer le travail », conclut-elle. Les directeurs et responsables rencontrés au cours de cette visite ont tous exprimé leur désir de voir continuer la collaboration avec Oxfam-Québec qui, selon eux, a permis l'amélioration des conditions d'existence des ces jeunes, enfants, et orphelins.

« Nous apprécions de tout cœur votre soutien et espérons que cette collaboration fructueuse en faveur de la cause des démunis puisse continuer. Merci vraiment un grand merci », conclut le directeur de CHRIFED.

Pour Clunie Augustin Buissereth, responsable du Centre d'œuvre Patriotique du Bon Samaritain, la collaboration avec Oxfam-Québec a permis de constater des changements significatifs qui prouvent l'amélioration de la situation de vie des enfants.

« Peu de temps avant que j'ai reçu votre support, les enfants mangeaient par terre. Aujourd'hui, je suis heureuse de les voir manger à table... C'est vraiment agréable et c'est grâce à vous ».



Les enfants du CHRIFED en bonne condition pour se former



Des hangars construits par Oxfam-Québec pour le renforcement de CHRIFED

Madame Clunie explique que l'appui d'Oxfam-Québec a permis d'acheter des jouets pour les enfants, ce qui les aide à surmonter le traumatisme psychologique provoqué par le tremblement de terre.

« Ici, ils peuvent jouer avec leurs amis et partager leurs impressions, c'est un très bon appui pour eux au niveau psychologique ».



Louise Desjardins (T-shirt noir) et d'autres membres d'Oxfam-Québec posent avec les enfants du Centre d'œuvre patriotique du Bon Samaritain.



Jean Pierre Chicoine, coordonnateur humanitaire d'Oxfam-Québec et Patrick Télémaque, maire de la commune de Petite Rivière de Nippes font le geste symbolique d'ouverture du système d'irrigation à peine réhabilité

De l'eau aux plantations de Chalier

La réhabilitation du système d'irrigation de Chalier (Petite Rivière de Nippes, Haïti), le 27 janvier dernier, par le PADELAN, grâce à un financement du programme d'urgence d'Oxfam-Québec, vient de redonner espoir à des dizaines d'agriculteurs dont l'accès à l'eau pour irriguer leurs plantations semblait être un casse-tête.

Le Projet d'appui au développement local et à l'agroforesterie des Nippes (PADELAN) a procédé, le 27 janvier écoulé, à l'inauguration d'un projet de réhabilitation d'un système d'irrigation dans la petite localité de Chalier à Petite Rivière de Nippes. Cette initiative est réalisée grâce à un financement du programme d'urgence d'Oxfam-Québec.

L'ingénieur Similien Alex, consultant et manager de projet à G4 construction, la firme ayant exécuté les travaux, rappelle que 400 mètres de périmètres irrigués, 700 mètres de ligne de canal en terre battue, des gabionnages tout autour des rives et un mur de protection en amont et en aval du système, sont entre autres les différents travaux réalisés.

« On est ici pour assister à l'inauguration d'un projet qu'ensemble nous sommes en train de réussir. Oxfam-Québec, dans sa vision d'accompagner les populations à créer un monde

plus juste, est prêt à vous soutenir si vous voulez améliorer l'agriculture », a déclaré Jean Pierre Chicoine, coordonnateur humanitaire d'Oxfam-Québec.

D'un coût total de 65 000 dollars et démarré en juillet dernier, ce projet va permettre de mettre en valeur ces terres agricoles de la zone (une étude réalisée par l'équipe PADELAN depuis 2007 montre que 70 à 75 hectares de terre ne sont pas exploités), augmenter les revenus des producteurs agricoles tout en créant des emplois et protéger la zone contre les inondations.

Selon Fritz Vaval, directeur du PADELAN, l'eau est un facteur essentiel de production agricole, à côté de la terre et des moyens humains et matériels.

« Pour créer la richesse, il faut produire ; l'accès à l'eau pour arroser les terres constitue un élément fondamental nous permettant de mieux produire et créer la richesse, source de changement de conditions de vie».

Le directeur du PADELAN apprécie la participation active des autorités de l'État de la zone dont la mairie de Petite Rivière de Nippes, le ministère de l'agriculture et des ressources naturelles.

« Nous apprécions grandement la collaboration des autorités de la zone, de la mairie et de la

Suite à la page 6

direction départementale du ministère de l'agriculture. Sans leur appui technique, ce projet pourrait avoir beaucoup de difficultés à aboutir. Nous saluons cette collaboration avec ces instances qui date depuis 1997, date d'initiation du PADELAN dans les Nippes ».

Le maire de la commune de Petite Rivière (Chalier, troisième section communale de cette commune), Monsieur Patrick Télémaque, salue cette réalisation et invite les planteurs à s'approprier du système fraîchement rénové.

« Ce travail pourra aider à mettre fin à certaines difficultés auxquelles étaient confrontés les planteurs comme par exemple la perte des plantations pour manque d'arrosage, la perte des terres au moment des inondations. Les planteurs sont appelés aujourd'hui à prendre soin de ce système qui est leur ».

À vocation agricole, Petite Rivière de Nippes, est une ville côtière du département de l'Artibonite dont les principales sources de revenu des habitants sont la pêche et l'agriculture. Les autorités de cette commune viennent de recevoir un important soutien dans leur lutte pour la protection de l'environnement et l'amélioration de l'agriculture dans la zone.

« Nous apprécions avec la juste mesure cette collaboration intelligente avec Oxfam-Québec. Leur intervention dans la zone s'est révélée toujours utile. L'initiative d'aujourd'hui témoigne donc de leur volonté à accompagner la mairie et les autres autorités de la zone à protéger l'environnement de Petite Rivière de Nippes et améliorer les conditions de travail des producteurs agricoles de Chalier », ajoute Monsieur Télémaque.

Pour Pasteur Tigana, représentant du comité des planteurs de Chalier, ce projet redonne l'espoir aux producteurs d'avoir accès à nouveau à des moyens de production leur permettant d'augmenter leur revenu et de mieux recons-

truire la zone de Chalier détruite à maintes reprises par les inondations. Une boutique d'intrants, la construction de routes secondaires permettant la communication entre Chalier et les autres sections communales et accès à crédits agricoles font partie des principales revendications exprimées par ce comité au cours de cette cérémonie.



Une vue du système d'irrigation



Jean Pierre Chicoine, coordonnateur humanitaire d'Oxfam-Québec en conversation avec Fritz Vaval, directeur du PADELAN

Le PADELAN

Le *PADELAN* est un projet réalisé au sein des communes de Petite Rivière de Nippes, Paillant et Anse-à-Veau qui permet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population rurale par la réhabilitation du milieu physique, la promotion de modèles permettant une meilleure utilisation et gestion des ressources naturelles, ainsi que par l'amélioration des capacités des acteurs locaux à initier et à gérer des programmes de développement local, de façon participative et démocratique.

Concevoir, promouvoir et implanter des modèles de production d'agroforesterie durables et de gestion de micro bassins hydrographiques, renforcer les capacités d'intervention des structures locales et des organisations socioéconomiques, notamment en matière de conception et de gestion de programmes de développement local, dans un contexte de transition et de reconstruction démocratique constituent les principaux buts poursuivis par le PADELAN.

Oxfam-Québec sur le terrain

La priorité est toujours accordée à un développement durable



Cet homme est un producteur, il tamise du manioc.

Au département du centre, plus précisément à Belladères, Oxfam-Québec appuie les producteurs et les entreprises agricoles de transformation.

Photo: Éric St-Pierre, Oxfam-Québec

par Pierre Vallée,
Collaborateur
Le Devoir

Édition du 08 janvier 2011

Il y a un an, un terrible tremblement de terre ébranlait la déjà fragile nation d'Haïti. Oxfam-Québec, déjà bien présente grâce à ses projets d'aide au développement, a retroussé ses manches afin de venir en aide à la population lourdement touchée. Survol des actions posées sur le terrain depuis un an.

C'est la première question qui vient en tête : l'urgence de la situation a-t-elle obligé Oxfam-Québec à reléguer à l'arrière-plan ses projets d'aide au développement? « C'est ce que les autorités suggéraient, mais nous avons refusé », répond Philippe Mathieu, directeur d'Oxfam-Québec en Haïti, joint à Port-au-Prince. « Au contraire, on devait continuer, car il ne fallait pas couper les liens avec les milieux ruraux. L'aide alimentaire et humanitaire d'urgence venait se greffer à nos projets d'aide au développement ».

De surcroît, Oxfam-Québec a même renforcé ses équipes rurales. Deux raisons expliquent ce choix. « Après le séisme, une partie de la population de Port-au-Prince est retournée sur ses terres natales », explique Marion Turmine, directrice d'Oxfam-Québec pour l'Amérique latine et les Caraïbes. « En renforçant nos équipes en région, on a pu mieux soutenir la population locale qui devait accueillir les nombreuses personnes déplacées ». La deuxième raison est alimentaire. « Nous avons des projets de développement agricole et il n'était pas question de compromettre la saison. C'était une question de sécurité alimentaire ».

D'ailleurs, l'aide alimentaire fournie par Oxfam-Québec aux personnes logées dans des camps à Port-au-Prince et à Léogâne provient entièrement de ses projets de développement agricole. « Nous avons

Suite à la page 8 →

(Oxfam-Québec sur le terrain ... suite de la page 7)

aussi injecté 550 000 \$ pour soutenir les projets agricoles en région, ce qui a permis de soutenir l'économie locale ».

Agir sur plusieurs fronts

Dans les camps de personnes déplacées dans lesquels Oxfam-Québec est présente — 22 camps à Port-au-Prince, dans la commune de Delmas, et quatre à Léogâne — son action a pris de multiples formes. « Il y a d'abord eu la distribution d'articles d'urgence, comme des tentes et des bâches, des matelas, des casseroles et d'autres articles essentiels ».

Oxfam-Québec a aussi beaucoup contribué au programme WASH (Water, Sanitation and Hygiene). « On a distribué 17 millions de litres d'eau dans nos sites. On a aussi construit des latrines et des douches ». Il y a eu aussi la distribution de nombreux kits d'hygiène. « Nous avons deux types de kits d'hygiène. Le premier est un kit d'hygiène personnelle comprenant un savon, du shampooing, des serviettes hygiéniques, une brosse à cheveux, etc. Le second kit est un kit de nettoyage, comprenant seau et râteau, enfin tous les articles nécessaires au ramassage des déchets ménagers ».

Mais l'aide d'Oxfam-Québec n'est pas seulement matérielle. « On a mis en place des équipes de sensibilisation à l'hygiène ainsi qu'à la violence faite aux femmes, des programmes d'alphabétisation, des équipes d'appui psychosocial pour les personnes déplacées, on a fait de la formation en entrepreneuriat afin de soutenir les petits commerces ». Bref, une panoplie d'interventions qui visent non seulement à assurer la sécurité alimentaire et hygiénique dans les camps, mais aussi à mieux outiller les personnes déplacées.

Puis souffla Tomas

Un malheur ne vient jamais seul. À preuve, l'ouragan Tomas. « On a eu une réponse très rapide et on a tout de suite mobilisé nos équipes, dit Marion Turmine. Heureusement, les dégâts causés par l'ouragan Tomas furent moindres que ce qu'on craignait. Mais il a fallu procéder à une nouvelle distribution de tentes et de kits d'hygiène ».

Et vint le choléra

Dernier malheur en date : l'apparition du choléra. « Nos camps n'ont pas été touchés, explique Philippe Mathieu, parce que les mesures d'hygiène étaient déjà en place et que l'on faisait déjà la distribution d'eau chlorée. C'est plutôt à l'extérieur des camps, dans les quartiers populaires où il manque d'eau potable, que le choléra est apparu ».

Oxfam-Québec a choisi de concentrer ses efforts dans la région de l'Artibonite (Gonaïves), où les premiers cas de choléra sont apparus. « De concert avec nos partenaires locaux, on a mis en place un important programme de sensibilisation à l'hygiène, en particulier au lavage des mains, afin de freiner la propagation de la maladie », raconte Marion Turmine.

« On a aussi distribué des kits d'hygiène, des tablettes de purification d'eau et du sérum oral afin de lutter contre la déshydratation. On a aussi évalué la qualité de l'eau et recensé de nouvelles sources d'eau potable. On a aussi mis en place un programme de gestion des déchets solides ménagers ».

L'après-épidémie

Une fois l'épidémie de choléra jugulée, et lorsque la situation économique aura repris un peu de mieux, rendant moins nécessaire l'aide humanitaire et alimentaire d'urgence, qu'entend faire Oxfam-Québec?

« Nous allons poursuivre notre travail, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire et du soutien aux petites entreprises », explique Marion Turmine. « Nous allons aussi continuer à travailler avec nos partenaires locaux ».

Selon Philippe Mathieu, l'année qui vient de s'écouler force la réflexion. «Après la phase humanitaire, il faudra ensuite se concentrer sur la reconstruction et le transfert des personnes. Et pour y contribuer, Oxfam-Québec doit arrimer sa stratégie d'intervention à des projets encore plus structurants. Les problèmes structurels en Haïti existaient avant le tremblement de terre, mais ce dernier les a mis bien en évidence. C'est pourquoi je crois que les projets structurants, comme la formation professionnelle, le soutien aux petites entreprises, la sécurité alimentaire, sont la clef pour rebâtir la vie sur de meilleures bases ».

Collaborateur du Devoir

Vers le marché de l'emploi et de la reconstruction



Des étudiantes en pâtisserie préparent des pâtes

Oxfam-Québec, par l'entremise de son Programme de Coopération volontaire (PCV), soutient la formation professionnelle des jeunes affectés de la région de Liancourt (Artibonite). Ce projet de renforcement de la formation professionnelle et d'insertion économique est exécuté par l'Association des parents et professeurs des élèves de Liancourt (APPEL).

Après le séisme, certains rescapés de la grande région affectée se sont réfugiés dans les villes de province, particulièrement dans la région de l'Artibonite, où se situe Liancourt. Cette petite ville est ainsi passée, en quelques semaines après le séisme du 12 janvier, de 35 à 45 000 habitants. Cette migration massive a aggravé la situation de nombreuses familles et fragilisé davantage leurs conditions matérielles d'existence. Les jeunes n'ont pas échappé à cette situation. APPEL, une association citoyenne qui œuvre toujours pour la cause des jeunes de cette région, s'est engagée à accompagner les jeunes, habitants traditionnels de la zone ou victimes du séisme réfugiés sur place, en leur proposant une formation professionnelle basée sur des frais minimums.

« Nous ne formons pas des chômeurs. Notre souci ici est que chaque apprenant, au terme de sa formation, puisse trouver des débou-

chés et un emploi au niveau local et régional», relève Chandler Mayette, coordonnateur adjoint d'APPEL, en guise d'explications des objectifs de ce projet.

« La valorisation de la production locale à travers les filières de l'artisanat par exemple et l'amélioration des conditions de vies des ménages sont, entre autres, des objectifs secondaires poursuivis par ce projet », ajoute t-il.

Grâce au soutien du programme de coopération volontaire (PCV) d'Oxfam-Québec, APPEL assurera la formation professionnelle de près d'un millier de jeunes de la région dans les 7 disciplines suivantes : Cuisine-pâtisserie, coupe-couture, menuiserie, informatique, mécanique auto, artisanat et plomberie-électricité. Ces jeunes vont recevoir les compétences théoriques et pratiques nécessaires pour trouver

un emploi ou créer leur propre entreprise, et reconstruire leur vie socioéconomique.

« Pour beaucoup de jeunes vivant à Liancourt et presque partout en Haïti, avoir accès à une formation professionnelle en lien avec le marché du travail et les besoins de la reconstruction du pays, constitue un défi majeur, surtout dans le contexte actuel » a déclaré Pierre Mathieu, gestionnaire du programme de coopération volontaire chez Oxfam-Québec en Haïti.

Ce programme est lié à un domaine de priorité à Oxfam-Québec qui est celui du développement économique. « Ce soutien est lié au fait que la formation professionnelle est un secteur prioritaire des interventions d'Oxfam-Québec parce que cela fait partie, pour nous, du développement économique visant à améliorer l'employabilité de la main d'œuvre haïtienne et ce, en lien avec la réalité des besoins nationaux. Cette approche s'est

Suite à la page 10 →

(Vers le marché de l'emploi ... suite de la page 9)

renforcée à la suite du séisme car la reconstruction d'Haïti va nécessiter de la main d'œuvre qualifiée (menuisiers, plombiers, électriciens, etc..) », poursuit-il.

Oxfam-Québec a décidé, voilà une année et demi déjà, d'appuyer APPEL comme partenaire de son programme de coopération volontaire. Elle a ainsi mis à sa disposition, sur place, un coopérant volontaire spécialisé en pédagogie et formation professionnelle. De plus, suite à un diagnostic conjoint, un plan de renforcement a été convenu. Par la suite, APPEL a déposé un projet de développement de son centre de formation dans le cadre du Fonds de développement durable (FDD) que gère le PCV pour soutenir certains projets de ses partenaires.

Ce projet de près de 100 000 \$ en 2 phases vise à assurer la rénovation et l'amélioration des infrastructures et équipements, principalement pédagogiques du centre, et intègre la réfection de la toiture et l'achat d'équipements de formation ainsi que des sessions de formation pour le personnel enseignant. L'aménagement de la berge d'un canal situé à proximité, et relié au fleuve Artibonite, en vue de créer une aire récréative et de permettre l'installation de kiosques de commercialisation de produits résultant des sessions de formation professionnelle (cuisine-boulangerie, artisanat, menuiserie par ex.) vont ajouter aux impacts de ce centre sur sa population étudiante et sur la communauté locale.

Le travail d'un coopérant volontaire basé sur le terrain.

Depuis mars 2010, Évariste Kebeya, coopérant volontaire (conseiller en pédagogie et formation professionnelle) est basé en permanence à Liancourt en vue de renforcer le processus de forma-



tion professionnelle et la capacité organisationnelle d'APPEL.

Sa présence a permis de rendre plus efficace et de coordonner l'aide d'Oxfam-Québec à cet important partenaire de Liancourt. La mission de celui-ci, à cause du séisme, a été surtout axée sur une approche de développement de projets et recherche de financement pour appuyer les jeunes de la région ou victimes du séisme. L'aspect pédagogique a toutefois été maintenu.

Au regard d'un nombre croissant de demandes d'inscriptions dans les ateliers de formation, il y avait un besoin urgent d'équiper les ateliers de nouveaux outils et matériels susceptibles de renforcer la qualité de la formation et les compétences des apprenants.

« Je suis allé dans tous les ateliers et je me suis rendu compte que les professeurs n'avaient pas été outillés suffisamment en terme de matériels et de formation pédagogique pour atteindre les objectifs nécessaires dans le cadre de leur travail », témoigne Évariste Kebeya, le coopérant volontaire. D'où l'importance de cette coopération avec Oxfam-Québec visant le renforcement d'APPEL, de son corps professoral et des outils pédagogiques requis pour la formation adéquate des étudiants de ce centre régional.

Terminant son mandat auprès d'APPEL, M. Kébéya en est à faire son bilan et à préparer sa remise-reprise pour son successeur, qui est attendu dans les prochaines semaines et qui saura reprendre le flambeau du soutien au développement durable de ce partenaire. Ce qui l'a surtout marqué pendant son séjour, c'est l'envie et les grands efforts des jeunes à suivre les formations, malgré des conditions personnelles, sociales, familiales et/ou financières très difficiles. Comme le soulignait M. Kébéya, « aujourd'hui, je suis heureux de voir des jeunes motivés et engagés à se former et qui

veulent contribuer réellement et activement au développement de leur communauté et de leur situation personnelle ».

La collaboration d'Oxfam-Québec s'est révélée efficace, estime M. Kébéya. Oxfam-Québec prouve concrètement qu'elle s'implique dans le développement qu'elle veut durable et respectueux de son partenaire. Pour sa part, APPEL essaie, à sa façon, d'améliorer son approche et ses services pédagogiques et d'élargir ses impacts sur sa communauté locale et régionale.

« On félicite et remercie aussi Oxfam-Québec de nous accompagner pour apporter un soutien à notre communauté au moment où le choléra touche fortement la région de l'Artibonite », a affirmé le coordonnateur adjoint d'APPEL. « Des comprimés de purification d'eau, des filtres à eau, du savon pour le lavage des mains et ainsi que des sérums oraux nous ont été fournis et distribués à la population nécessiteuse ».

Suite à la page 13



Pierre Mathieu salue le talents des étudiantes et étudiants en artisanat à l'école professionnelle d'APPEL



Pierre Mathieu visite la salle de cours en informatique

La mairie de Delmas salue le soutien d'Oxfam-Québec dans la gestion des déchets de la commune



L'équipe de gestion des déchets solides et ménagers (GDSM) d'Oxfam-Québec en action

Au cours d'une rencontre avec les agents de sensibilisation d'Oxfam-Québec, organisée le jeudi 20 janvier dernier, les maires de la commune de Delmas, Gaël Jean et Nadine Samedi, ont salué les résultats du projet de gestion de déchets solides et ménagers mis en place par Oxfam-Québec dans la dite commune depuis le mois d'août

Les maires Gaël Jean et Nadine Gustave reconnaissent l'importance des défis que soulève la question des déchets solides dans sa ville.

« Nous sommes conscients de l'état d'insalubrité de notre commune, aggravé par le séisme du 12 janvier. Vos interventions dans le secteur de la gestion des déchets nous ont vraiment aidé et ont contribué à améliorer l'image environnementale de la zone », déclarent-ils.

La mairie continue de soutenir les actions d'Oxfam-Québec dans la commune en général, mais en particulier la sensibilisation de la population à la gestion des déchets.

« Toute politique visant à changer le comportement des gens ne peut pas se faire sans une stratégie et campagne de sensibilisation systématique des citoyens. Nous, au niveau de la mairie, nous promettons notre accompagnement à ce projet ».

Rappelons qu'Oxfam-Québec ne s'est pas contentée d'enlever les débris dans les rues et de détruire les dépotoirs sauvages. L'organisation a mis en place une vaste campagne de sensibilisation visant à porter les habitants de la commune à adopter des

comportements responsables quant à la gestion des déchets qu'ils génèrent.

« Nous continuons de croire dans la qualité exemplaire de votre action. Vous êtes l'exemple concret de la réussite du partenariat entre les autorités de l'État et les organisations non gouvernementales. Vraiment, on apprécie votre collaboration », avoue Monsieur Gaël Jean.

Mis en place depuis le mois d'août 2010, le projet pilote de gestion des déchets solides et ménagers (appuyé par l'expertise de 10 ans qu'Oxfam-Québec a développé au Bénin) est exécuté dans 5 sites de Delmas. Les résultats observés dans le cadre de ce projet sont :

- Destruction de 10 dépotoirs sauvages et campagne de nettoyage dans la commune de Delmas touchant plus de 15 000 personnes ;
- Déploiement de 75 agentes et agents de sensibilisation dans la commune de Delmas, et dans certains marchés publics propices à la formation de dépotoirs sauvages et à l'accumulation de déchets ;

- Distribution de 33 trousse de nettoyage dans les quartiers d'intervention de Delmas.

Oxfam-Québec travaille avec les autorités municipales tels que la DINEPA et le SMCRS sur le renforcement des capacités techniques, la mise en place de politique de gestion des déchets solides ménagers, la distribution de kits pour le ramassage d'ordures, la formation des groupes d'éboueurs et la mise en place d'une large campagne de sensibilisation avec l'appui d'une troupe populaire assurant la sensibilisation dans les lieux publics.



Des jeunes jouent au football, dans ce quartier de Delmas 60 très propre grâce à l'intervention des agents GDSM d'Oxfam-Québec



Entre la gestion des déchets solides et ménagers et les révoltes populaires, un grand dilemme s'impose

par **Philippe Saint-Croix**
 Coordonnateur GDSM
 Gestion des déchets solides et ménagers
 Oxfam-Québec

Je suis revenu au bureau le lundi 13 décembre 2010 avec en mémoire les conséquences néfastes des récents soulèvements populaires qui ont débuté le mardi 7 décembre, le soir même où le conseil électoral provisoire eut à déclarer les résultats préliminaires des élections du 28 novembre 2010.

Pour y arriver, je devais parcourir l'autoroute de Delmas et comme vous, j'ai été témoin d'un spectacle désolant. Tous les matériels de collecte de déchets (bennes, poubelles) dans la commune, comme dans tout le pays, ont été incendiés. Alors que le conseil municipal soutenu par le Service métropolitain de collecte de résidus solides (SMCRS) et les organisations internationales œuvrant dans la gestion des déchets ont consenti des efforts énormes au lendemain du 12 janvier pour améliorer l'image environnementale de la commune (Lien article lancement projet gestion de déchets à Delmas).

C'est une situation inquiétante pour le SMCRS qui gère les matériels de gestion de déchets solides. Déjà, avant ces émeutes, les moyens manquaient. D'un coup, je me suis rendu compte que le SMCRS a vraiment de quoi se plaindre. Plus de bennes et de poubelles pour ramasser les débris dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Pourrait-on imaginer le pire?

Pour comprendre ce dilemme qui existe entre la gestion des déchets solides et ménagers et les soulèvements populaires à Port-au-Prince, il faut remonter à la date historique de 1986.

Depuis cette année, date du soulèvement spectaculaire de la population haïtienne qui a vu l'éviction de la dynastie des Duvalier au pouvoir, les mentalités du peuple sont de plus en plus tournées vers les destructions massives et exagérées, en cas de soulèvement. C'est à partir de 1986 qu'on a vu la disparition de certains patrimoines comme l'ancienne cathédrale de Port-au-Prince suite à des revendications entachées malheureusement de violences et de sang.

L'apogée de cet état de fait sera atteinte lorsque l'utilisation des pneus enflammés devient le signe principal des revendications. Presque toutes les entités de la nation ont subi ces traitements parmi lesquelles le Service Métropolitain de Collecte des Résidus Solides (SMCRS).

Cette entité de l'état est chargée de la collecte des déchets solides, tandis que les mairies sont responsables du balayage et du tassement des résidus. Depuis sa création en 1981, le SMCRS a cherché plusieurs formules de résolution du problème de collecte des résidus solides. Il a essayé la collecte de porte-à-porte qui n'a pas porté fruits en raison de l'impraticabilité de la majeure partie des routes de la région métropolitaine de Port-au-Prince; il a aussi essayé la collecte par placement de bennes dans des points stratégiques qui a généré plusieurs inconvénients parmi lesquels :

- L'exposition des déchets à la vue de tout le monde, tandis qu'il est bel et bien dit et admis en Haïti que « la rue est le salon du peuple » ;

[Suite à la page 13](#)



Cette berne (grande poubelle en bleu) est utilisée pour réaliser des barricades. Des fois, elle sont brisées et même brûlées

(Vers le marché de l'emploi ... suite de la page 10)

APPEL, un partenaire privilégié d'Oxfam-Québec

L'Association des parents d'élèves et des professeurs d'écoles de Liancourt (APPEL) en Haïti a pour mission de contribuer à l'amélioration de l'enseignement et de la formation des jeunes issus des milieux ruraux défavorisés et appartenant à des familles vulnérables financièrement et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants de Liancourt.

Depuis sa création en 2001, APPEL travaille pour l'amélioration de l'accès des populations les plus vulnérables à l'éducation et à la formation professionnelle. Préoccupés par les graves problèmes de scolarisation liés à la pauvreté, à un faible taux d'employabilité et au manque de moyens de formation et de gestion, les membres d'APPEL ont entrepris de mettre en place des projets de développement communautaire. Ceux-ci visent des populations jeunes particulièrement touchées par l'exclusion et l'amélioration des conditions de développement socio-économique de leur communauté locale et régionale.

APPEL offre l'opportunité aux jeunes de 16 à 26 ans d'accéder à des formations professionnelles et au marché du travail dans de meilleures conditions, en mettant à leur disposition un centre de formation professionnelle (mécanique, informatique, artisanat, pâtisserie, couture, ébénisterie, plomberie/électricité) et d'insertion sociale.

APPEL compte également offrir un espace de promotion et de commercialisation des produits découlant de la formation, permettant ainsi de générer des revenus pour les jeunes formés et pour le financement complémentaire du centre.

C'est donc dans un contexte de gestion et de développement de projets pédagogiques et socio-économiques qu'APPEL reçoit l'assistance professionnelle et financière d'Oxfam-Québec afin de renforcer ses capacités organisationnelles et d'améliorer les impacts de ses interventions.

Le Programme de coopération volontaire (PCV)

Le programme de coopération volontaire (PCV) est l'un des trois programmes majeurs d'Oxfam-Québec en Haïti. Les deux autres étant le programme d'aide humanitaire ou d'urgence, qui est un programme court terme, et celui des grands projets, qui, comme le PCV, agit directement sur le développement à moyen et long termes du pays, mais avec des intervenants et des façons différentes de faire.

Le PCV intervient uniquement par le biais du renforcement institutionnel de partenaires haïtiens : ONG locales, associations/organisations, mairies, ministères. Ceux-ci sont préalablement sélectionnés en fonction de leur dynamisme, de projets et de leur potentiel interne et de développement externe dans le cadre des orientations et priorités d'Oxfam-Québec en Haïti.

(Entre la gestion des déchets solides ... suite de la page 12)

- Des problèmes de circulation des personnes et des véhicules ;
- Des matériels facilement disponibles dans les rues comme barricades et comme objets enflammés.

Suivant les estimations d'un des responsables du SMCRS, les soulèvements du 7 au 9 Décembre 2010 ont occasionné la perte de près de 50 bennes sur 60 placées dans la commune de Delmas. Dans ce cas, le SMCRS a décidé de faire le retrait de tout ce qui reste en termes de bennes et de les redéployer quand le calme sera revenu. Dans l'intervalle, les déchets seront déversés à même le sol, autant dire que la ville sera très sale malgré le travail acharné des instances responsables.

Alors, tous les responsables se demandent quelles stratégies adopter pour parvenir à des solutions durables.

La solution n'est pas si loin qu'on ne le pense. Le modèle de gestion communautaire proposé à nos partenaires de la mairie de Delmas et du SMCRS

repose sur des postulats de base qui rendront efficace la gestion des résidus. Il s'agit de la participation communautaire et de l'établissement de Centres de Regroupements.

Les points de regroupements présenteront plusieurs avantages notamment :

- L'amélioration de la qualité de l'environnement, avec des rues plus propres.
- L'amélioration de la circulation des personnes et des véhicules.
- Le contournement du problème de l'inaccessibilité des routes pour les camions compressifs, car des charrettes ou des tricycles passent récupérer les déchets dans tous les coins pour les ramener aux points de regroupements.
- L'enlèvement des bennes des rues, susceptibles d'être détruites en cas de soulèvements populaires.

Il faut donc changer de stratégie pour contourner ce dilemme. Car, dit-on, un problème sans solution est un problème mal posé.

Les Haïtiennes et les Haïtiens méritent de vivre dans des villes propres au moment où ils se relèvent d'une crise humanitaire aigüe déclarée au lendemain du drame du 12 janvier.

Vers l'autonomisation financière des familles victimes du 12 janvier



Gérard Alliance, propriétaire d'une boutique à Léogane, fait l'acquisition des œufs produits par les bénéficiaires de ce projet.

39 familles victimes du séisme du 12 janvier à Léogâne sont en train de faire l'expérience de leur petite micro-entreprise de poules pondeuses. Ayant reçu une unité d'élevage de 60 pondeuses, elles perçoivent, grâce à ce projet, des revenus importants et nécessaires à leur survie au quotidien. C'est un exemple concret que ces familles sont sur la bonne voie d'être autonomes financièrement et que la production nationale d'œufs augmente graduellement dans cette région.

A Belle Alliance, ce site de relocalisation de Léogâne, diverses familles témoignent déjà, moins de trois mois après cette dotation, des avantages économiques de ce projet.

Andrine Lambert, mère de deux enfants, dont la maison et les moyens de subsistance ont été détruits par le tremblement de terre, explique que grâce à ce projet, elle peut subvenir à de nombreux besoins quotidiens.

« C'est avec l'argent récolté par la vente des œufs que j'achète un sac de charbons, une caisse de savons pour la lessive, de la nourriture pour la famille...Il faut aussi réserver un peu d'argent pour nourrir les pondeuses afin qu'elles soient continuellement performantes »

Le projet s'attaque à un besoin urgent de recapitalisation des familles fortement affectées par la catastrophe du 12 janvier. Un an après ce drame, les Haïtiennes et les Haïtiens ont besoin de sortir de l'assistance et de construire leur avenir. Leur autonomisation financière

reste et demeure une priorité pour Oxfam-Québec qui prône l'accompagnement digne des familles à construire elles-mêmes leurs vies.

Les familles bénéficiaires de ce projet reçoivent, entre autres, une formation spéciale en entrepreneuriat qui leur permettra de gérer leurs microentreprises et de développer leur autonomie financière.

« Aujourd'hui on est heureux de voir que grâce à des projets qui permettent à ces personnes de reconstruire humainement et économiquement leur vie que leur capacité à mieux gérer leurs activités génératrices de revenus s'est accrue ; et elles sont mieux outillées pour subvenir à leurs besoins de base », estime Philippe Mathieu, directeur pays d'Oxfam-Québec.

Selon Jude Jean Jacques, coordonnateur sécurité alimentaire au programme d'urgence, les familles

→
Suite à la page 15

(Vers l'autonomisation financière ... suite de page 14)

bénéficiaires auront un revenu supérieur à 1500 dollars américains sur une période de ponte de 250 jours.

« Je vais vendre mes œufs dans une boutique qui n'est pas trop loin d'ici. Je suis rassurée qu'ils sont d'une qualité différente des œufs importés (communément appelés *Ze blanch* », affirme Clairisia Dorvilus, une autre bénéficiaire de ce projet.

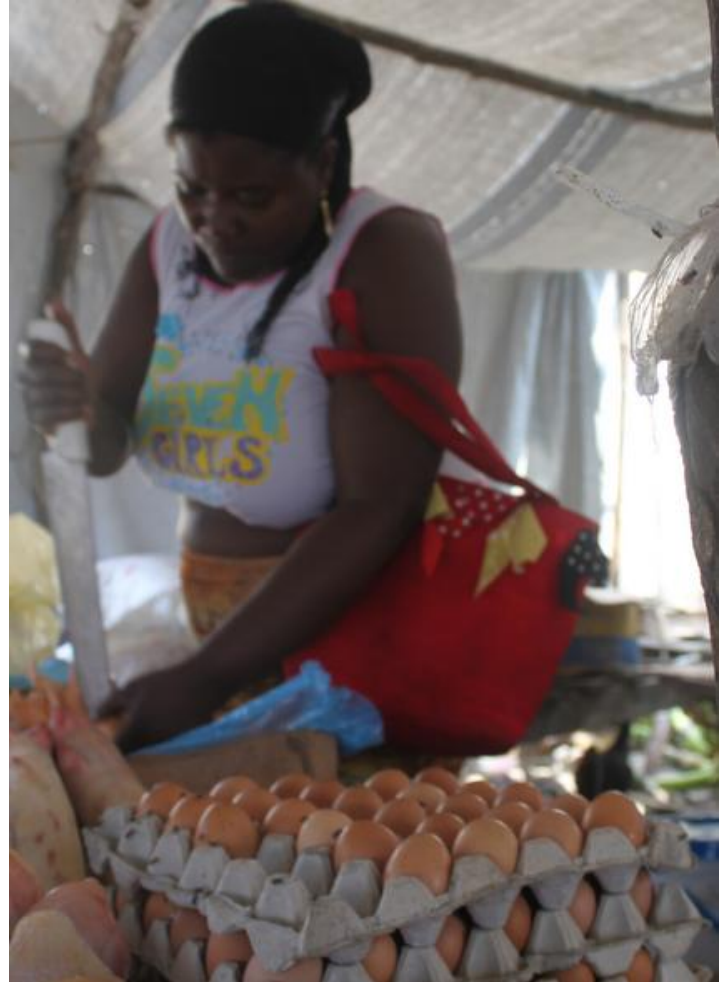
Gérald Alliance, qui achète des dizaines de caisses d'œufs résultant de ce projet, avoue que ces œufs sont beaucoup mieux appréciés.

« J'encourage fortement cette production locale et j'explique à mes clients que ces œufs sont de meilleure qualité ».

Jude Jean-Baptiste s'est dit satisfait des résultats de ce projet car, dit-il, les familles s'approprient du projet et ressentent les retombées économiques concrètes dans leur vie quotidienne.

Sur le marché de Léogâne, les œufs produits dans le site de Belle Alliance entrent directement en concurrence avec ceux provenant des autres régions du pays et principalement de la République Dominicaine ; c'est un exemple concret de ce qu'on peut faire pour améliorer la production nationale dans ce pays avec des moyens financiers relativement limités.

A Léogane, Oxfam-Québec, mis à part des projets de reconstruction des moyens de subsistance, fournit également son assistance humanitaire dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement (construction de latrines) et de la promotion d'hygiène.



Au marché public de Léogâne, les œufs produits à Belle Alliance, grâce à ce projet, rentrent directement en concurrence avec ceux provenant des autres régions du pays et principalement de la République Dominicaine.



Jude Jean Baptiste, coordonnateur sécurité alimentaire du programme d'urgence à Oxfam-Québec, forme les bénéficiaires sur l'élevage de pondeuses et l'entrepreneuriat.



Andrine Lambert, mère de deux enfants et bénéficiaire de ce projet, fait l'entretien quotidien de son unité d'élevage

Bureau Haïti
4, rue Janvier, Delmas 60
6, 8, Delmas 81
Delmas, Haïti
HT6120

Ce document est également disponible en format PDF
sur notre site web:

www.oxfam.qc.ca/fr/pays/haiti

Oxfam-Québec s'emploie à renforcer ses partenaires et alliés des pays en développement dans la conception et la mise en œuvre de solutions durables à la pauvreté et à l'injustice. Elle mobilise la population du Québec afin de permettre l'expression de sa solidarité.

Oxfam-Québec est présente en Haïti depuis 1983. Aujourd'hui, elle travaille à la reconstruction du pays avec de nombreux projets de développement durable visant la réhabilitation du territoire et l'éducation des jeunes.

Oxfam-Québec est membre d'Oxfam International, une organisation mondiale regroupant 14 affiliés qui sont actifs dans plus de 99 pays.